

ASIES EN LUTTE!



Bulletin d'information du groupe de travail Asie – Numéro 1 – Juin-Juillet-Aout 2009

Editorial

Ce bulletin est réalisé par le groupe de travail « Asie » du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Son ambition est d'informer largement et de participer à un échange de points de vue militants sur les événements et processus divers et complexes de cette région de la planète.

Comme partout dans le monde, il y a en Asie des peuples qui luttent pour leur indépendance, et des travailleurs et travailleuses, des paysans et des paysannes qui se battent pour leurs droits démocratiques, syndicaux et sociaux. C'est de la réalité de la lutte pour la démocratie en **Thaïlande**, de la défaite des Tigres Tamouls au **Sri-Lanka** et de ses tragiques conséquences pour la population civile, et de la **crise économique** mondial et de ses conséquences sur les pays de **l'Asie de l'Est** que traite ce numéro.

Pour aller au-delà de l'information, une section « **Solidarité – Campagnes** » propose des activités concrètes aux camarades du NPA. Ce numéro, on vous propose deux campagnes de solidarité. La première est de participer à la **campagne de signatures pour Aung Sung Suu Kyi**, prix Nobel de la paix qui a passé plus de 13 années en détention illégale pour son opposition à la dictature militaire birmane. Avec la deuxième, il s'agit de répondre à l'appel lancé par la Labor Relief Campaign (Cam-

pagne de secours ouvrier) au **Pakistan** en vue d'aider concrètement des réfugiés ainsi que des mouvements indépendants qui présentent une alternative tout à la fois aux militaires et aux talibans.

Voilà le Numéro 1 d'« Asies en Lutte ! ». Ce bulletin attendra son objectif si vous vous l'appropriiez, et l'utilisez sans modération : lisez-le et faites-le lire autour de vous, discutez-le et écrivez-nous avec vos critiques, suggestions, propositions. Et, surtout, n'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez participer dans son élaboration.

SOMMAIRE

Thaïlande : Une lutte pour la démocratie *Danielle Sabai*

Asie de l'est : Jusqu'où ira la crise ? *Jean Sanuk*

Sri Lanka : Fin de la guerre mais pas de solution politique *Danielle Sabai*

SOLIDARITÉ—CAMPAGNES :

- Action urgente en faveur d'Aung San Suu Kyi
- Pakistan : Appel à la solidarité financière internationale

THAÏLANDE : UNE LUTTE POUR LA DEMOCRATIE

Danielle Sabai

En réprimant violemment les manifestations des « chemises rouges » en avril dernier, le gouvernement d' Abhisit Vejjajiva, Premier ministre du Parti démocrate, a montré sa véritable nature. Le retour du Parti démocrate au pouvoir en décembre 2008, par le jeu de manœuvres politiciennes et l'achat de parlementaires, a permis aux forces conservatrices et réactionnaires de reprendre la main. Les militaires, la royauté et la bureaucratie, qui se considèrent comme les dirigeants légitimes du pays, sont de retour au pouvoir.

La décision de justice rendue vendredi 5 juin en est la meilleure preuve. Tous les militaires et policiers impliqués dans la mort de 78 manifestants durant les événements de Tak Bai en 2004 ont été relaxés. Les manifestants avaient été arrêtés, ligotés les mains dans le dos et empilés dans des camions militaires où 78 d'entre eux étaient morts étouffés. La cour a jugé que les militaires avaient « fait leur devoir » et agi « de leur mieux vue la situation ». C'est un feu vert donné à l'armée par le gouvernement et les élites dirigeantes pour réprimer sans ménagement et en dehors de tout cadre légal les manifestations de l'opposition.

Le gouvernement d'Abhisit a, en effet de plus en plus besoin de faire appel à la répression pour maintenir en place une population mécontente du retour des conservateurs au pouvoir et faire taire la profonde colère qui anime les millions de thaïlandais qui portent des « chemises rouges ».

Ces thaïlandais sont pour la plupart des travailleurs des campagnes du Nord et du Nord Est et des pauvres venus dans les grandes villes chercher du travail qu'ils ne trouvaient plus dans leurs villages.

Cette colère est bien légitime. Depuis 2006, trois gouvernements élus démocratiquement ont été renversés par les militaires ou par des décisions de justice hautement politiques. Durant l'année 2008, les « chemises jaunes », mouvement composé par des royalistes, des réaction-

naires de toutes sortes et soutenus par la monarchie et l'armée, ont pu bloquer plusieurs mois le siège du gouvernement, bloquer deux aéroports, organiser des violences sans que personne ne soit inquiété. Par contre, les militants regroupés au sein de l'Union contre la dictature et pour la démocratie (UDD), les « chemises rouges », bien que manifestant pacifiquement se voient poursuivi, arrêtés, leur moyens d'expression interdits par une justice aux ordres des élites conservatrices.



Manifestation des « chemises jaunes »

Pendant des décennies, les dirigeants thaïlandais —les militaires, la monarchie et le parti démocrate, main dans la main— ont accaparé le pouvoir et les richesses du pays. Ils n'ont mis en œuvre aucune politique en faveur des classes populaires qu'ils jugent incultes et pas assez éduqués pour exercer leur citoyenneté. Depuis 1932, les dictatures et les régimes semi-autoritaires se sont alternés, rythmés par 18 coups d'État qui ont laissés les forces progressistes du pays exsangues. Les militants politiques et syndicaux progressistes ont été pourchassés, arrêtés, voire assassinés.

Business et politique

Une partie de la bourgeoisie industrielle, elle-même écartée des sphères du pouvoir, a dans les années 90 joué sa propre carte politique, contestant la main mise des élites traditionnelles sur l'appareil d'état pour mieux défendre les intérêts d'une bourgeoisie plus moderne. C'est ainsi, que Thaksin Shinawatra, alors dirigeant d'une entreprise de télécommunication, a fondé son propre parti politique, le Thai Rak Thai (les thaï aiment les thaï) et bouleversé les règles du jeu politique. Ce n'est ni un homme de gauche ni un humaniste mais un politicien avisé qui a su concéder des mesures sociales pour obtenir le soutien de la population déshéritée. Dans la foulée de la crise financière de 1997, il lança une campagne politique populiste qui lui permit de remporter les élections politiques de 2001. Contrairement aux autres partis politiques thaïlandais, il proposa des mesures en faveur des classes populaires et les mis en œuvre après son élection. Pour la première fois dans leur histoire, les

personnes déshéritées avaient accès à un système de soins quasi gratuits. Un moratoire sur la dette des paysans était établi et des fonds distribués à tous les villages du pays (micro crédit de 1 million de bath – environ 20000 euros). A travers ses politiques, il concurrença directement la popularité du roi Rama IX, qui rappelle le, a toujours soutenu les dictatures militaires et utilisé sa très grande popularité pour empêcher l'émergence de revendications populaires.

Résistance de l'oligarchie

Thaksin remporta un soutien indéfectible parmi les paysans pauvres du nord et du nord est et chez les travailleurs urbains. Cette popularité lui permit de remporter à nouveau haut la main les élections en 2005, fait inédit dans l'histoire politique du pays.

Il s'aliéna les vieilles élites chassées du pouvoir et écartées des contrats juteux qui leur permettaient de s'enrichir. Cet establishment ne s'est jamais accommodé de la situation politique ouverte par la constitution de 1997 qui garantissait plus de démocratie et de souveraineté populaire.

Incapable de concurrencer Thaksin sur le plan électoral, une partie de la vieille élite – les décisions furent semblables – prit par les plus proches conseillers du roi – décida à partir de 2005 de le chasser du pouvoir par des moyens moins démocratiques. Après plusieurs mois d'une crise politique aigüe orchestrée en partie par un magnat de la presse Sondhi Limtongkul, les Thaïlandais vécurent leur 18^{ème} coup d'État militaire le 19 septembre 2006.

Présenté alors comme un mal nécessaire pour en finir avec la corruption et rétablir l'harmonie au sein de la société thaïlandaise, il s'agissait en fait d'une tentative du vieil establishment de reprendre la main sur le pouvoir et de revenir « au bon vieux temps » c'est-à-dire d'effacer les avancées démocratiques des années 2000.

Une aspiration forte à la démocratie

Les militaires avaient cependant mal jugé les évolutions de la société thaïlandaise. Le retour aux combines antérieures est difficile. La politique populiste de Thaksin a eu pour effet secondaire de créer une nouvelle dynamique politique : les thaïlandais se vivent de plus en plus comme des citoyens et non plus comme de simples sujets du roi. Depuis 2006, ils ont pu juger combien les élites traditionnelles sont partiales et contre les avancées démocratiques.

Les « chemises rouges » ont manifesté pour demander le départ d'Abhisit, qui a obtenu le poste de premier mi-

nistre grâce à l'achat par les militaires de quelques politiciens véreux de la faction pro Thaksin. Ils revendiquent l'organisation d'élections réellement démocratiques.

Au delà du sort d'Abhisit, ce qui est en jeu est une réelle démocratisation de la société thaïlandaise avec peut être la fin de la monarchie.

La répression que les « chemises rouges » ont subi en avril a momentanément arrêté les manifestations. La lutte n'est pas pour autant finie.

Phénomène encourageant, le mouvement des « chemises rouges » a fortement évolué au cours des derniers mois de lutte. Il s'est en parti affranchi du leadership de Thaksin. Mais il lui reste à construire une véritable force politique progressiste et de gauche représentant les intérêts des millions de pauvres des campagnes et des villes du pays. La tâche ne sera pas facile car il s'agit de reconstruire un mouvement qui a été quasiment éradiqué par les différentes juntes au pouvoir depuis les années 50.



Manifestation des chemises rouges à Bangkok

ASIE DE L'EST : JUSQU'OU IRA LA CRISE ?

Jean Sanuk

La crise mondiale a frappé l'Asie à la fin de l'année 2008. Au quatrième trimestre de 2008, le taux de croissance de l'Asie de l'est en développement est tombé à

5.8% contre une moyenne de 8% pour l'ensemble de l'année 2008 et 11.5% en 2007.

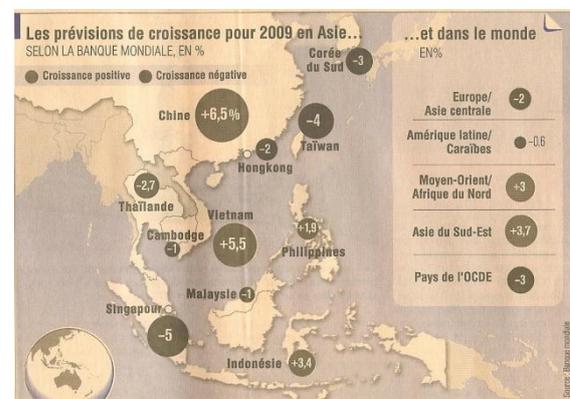
La contagion ne s'est pas opérée par la finance mais par le commerce international et l'investissement étranger. Peu de banques et de fonds d'investissement asiatiques s'étaient aventurés dans les placements hasardeux qui ont provoqué les faillites bancaires en cascade en Amérique du Nord et en Europe.

Mais l'effondrement des marchés occidentaux s'est traduit par un recul prononcé des exportations dont beaucoup de pays asiatiques dépendent pour leur croissance. Les firmes multinationales ont pour habitude de fragmenter la production en la répartissant entre les différents pays de la région. Les composants sont fabriqués en Asie du sud-est, puis exportés vers la Chine où ils sont assemblés. Puis le produit fini est exporté à destination de l'Europe, des États-Unis et du Japon. Cette forte intégration régionale explique le recul en cascade des exportations : -40% à Taïwan et aux Philippines en janvier 2009, -30% en Indonésie et au Cambodge, -20% en Chine. Ces reculs sont parmi les plus élevés du monde.

En règle générale, les pays les plus dépendants des exportations sont les plus touchés par la crise, surtout lorsqu'ils sont spécialisés dans un nombre limité de produits ou bien quand leurs exportations sont peu diversifiées sur le plan géographique. Les pays d'Asie de l'est les plus développés (Japon, Corée du sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour) ont été les premiers affectés et sont d'ores et déjà en récession (croissance négative). Les pays d'industrialisation plus récente sont dans une situation plus contrastée. Si la Malaisie et la Thaïlande subissent aussi une récession, la Chine, le Vietnam, l'Indonésie, et les Philippines sont dans une situation moins sévère : leur croissance est fortement ralentie mais reste positive. Le graphique ci-dessous, qui rassemble les prévisions de la Banque Mondiale¹, présente les perspectives pour l'année 2009. La récession (croissance négative) s'annonce sévère pour Singapour (-5%), Taïwan (-4%), la Corée du sud (-3%), la Thaïlande (-2.7%), la Malaisie (-1%).

La récession s'explique notamment par l'importance des exportations électroniques et automobiles dans ces pays dont la demande mondiale est en chute libre. Les pays les plus pauvres de la région sont les plus touchés. Ils sont encore plus dépendants des exportations, leur mar-

ché national est trop réduit pour offrir une alternative et le budget de l'État est trop faible pour pouvoir financer un plan de relance. Le Cambodge par exemple, va passer d'une croissance explosive en 2007 de 10,2% à une récession anticipée de -1% en 2009. Cette chute de 11,7% est la plus brutale de la région. Elle s'explique par le fort recul des exportations de vêtements (63% du total des exportations) et du tourisme. La Mongolie, le Laos, la Papouasie-Nouvelle Guinée, le Timor Oriental, qui dépendent à hauteur de 90% de l'exportation de quelques matières premières (l'or, le cuivre, le pétrole, le zinc) subissent de plein fouet l'effondrement du prix des matières premières qui succède à la forte hausse des dernières années qui avait culminé avec la crise alimentaire de 2008.



Le recul des exportations entraîne une chute de la production industrielle. En Thaïlande, le taux d'utilisation des capacités de production est tombé à 57% à comparer avec le minimum historique de 54.6% atteint pendant la crise asiatique de 1997-98, à une époque où l'industrie n'était pas aussi développée qu'aujourd'hui. Il en découle des faillites en chaîne et des fermetures partielles ou totales des usines. Les travailleurs précaires, à commencer par les femmes ont déjà été tous licenciés et ce sont maintenant les travailleurs permanents qui sont l'objet de licenciements massifs. Il est difficile d'en avoir une mesure précise car le taux de chômage n'a qu'une signification limitée dans des pays où les indemnités chômage sont, sauf exception, inexistantes et où le travail informel peut atteindre la moitié ou la presque totalité de l'emploi total. Mais plusieurs évaluations fragmentaires témoignent d'une forte hausse du chômage :

Au Cambodge, environ 50 000 travailleurs de l'habillement ont perdu leur emploi depuis septembre 2008, soit 17% du total. Au Vietnam, 100 000 travailleurs de l'habillement ont été licenciés au mois de janvier et février 2009 après que 10 grandes firmes du secteur aient stoppé leur production. En Chine, l'Académie des sciences sociales estime que 670 000 PME ont fermé

¹ Source : « Battling the forces of global recession », East Asia and Pacific Update, April 2009.

dans les villes du Guangzhou, Dungun et Shenzhen, entraînant environ 2,7 millions de licenciements. D'autres études estiment que 25 millions de travailleurs migrants ont perdu leur emploi en Chine, bien que les statistiques officielles ne les prennent pas en compte. Une enquête révélait que 27% des firmes étrangères avaient procédé à des licenciements et 67% avaient gelé toute embauche. En Thaïlande, une enquête auprès de 141 entreprises de 19 secteurs différents révélait que 26% avaient déjà procédé à des licenciements et 30% supplémentaires prévoient de licencier dans les 6 mois à venir. La Banque Centrale de Thaïlande estime à 1,1 million le nombre de chômeurs pour l'année 2009 si la production se stabilise.

Ces estimations peuvent sembler relativement modestes si on les compare avec les pays développés où la hausse du chômage a été plus rapide et plus forte. Cela s'explique par le fait que l'Asie a été frappée plus tardivement par la crise et que les licenciements massifs ne font que commencer. Cela s'explique aussi par la forte mobilité interne des travailleurs qui retournent à la campagne lorsqu'ils perdent leur emploi dans l'industrie ou les services. Durant la crise de 1997-98, on estime que 30 à 40% des travailleurs urbains licenciés sont retournés travailler à la campagne dans l'agriculture. Le chômage est ainsi en partie camouflé de même que la pauvreté est plus difficile à voir quand les travailleurs licenciés se dispersent dans les régions rurales. L'absorption du chômage urbain par l'agriculture sera certainement plus difficile durant la crise actuelle car l'urbanisation en Asie a été très rapide ces dernières années et la population est plus nombreuse. Les effets de la crise seront donc plus douloureux pour la population.

D'une manière générale, on s'attend à un ralentissement du rythme de réduction de la pauvreté en Asie de l'est, et non pas une augmentation absolue de la pauvreté, et ce malgré la crise. Cela peut paraître surprenant mais s'explique par le fait que dans l'ensemble de la région, la croissance va sensiblement ralentir mais rester positive. En conséquence, la pauvreté devrait continuer à décliner, mais à un rythme beaucoup plus faible. Autrement dit, sans la crise, la réduction de la pauvreté aurait été plus forte. Selon une étude de la Banque Asiatique du Développement (Rana, Hasan, Maria Rhoda Magsombol, and J. Salcedo Cain 2009) en 2005, 27,5% de la population de « l'Asie de l'est en développement » vivait en dessous du niveau de pauvreté absolue fixé à 1,25 dollar. C'est ce que gagne environ un paysan pauvre. Cela représentait 903 millions de personnes. 54% vivaient avec moins de 2 dollars, soit 1,8 milliard d'habitants. Un ouvrier travaillant dans une entreprise industrielle expor-

tratrice gagne en moyenne un peu plus que cela. En faisant l'hypothèse réaliste d'une baisse de la croissance par tête de 3% par rapport à son niveau de 2007, soit avant le déclenchement de la crise, les auteurs estiment qu'il devrait y avoir environ 61 millions de pauvres supplémentaires en 2009 et 98 millions en 2010 gagnant moins de 1,25 dollar par jour. Si l'on compte comme pauvre ceux gagnant moins de 2 dollars par jour, il devrait y avoir 76 millions de pauvres en plus en 2009 et 122 millions en 2010. En d'autres termes, la crise devrait se traduire par une augmentation d'environ 10% de la pauvreté absolue et environ 7% de la pauvreté relative.



Des écoliers recevant une aide alimentaire. Selon le Programme alimentaire mondial, 2,6 millions de Cambodgiens vivaient déjà dans un dénuement extrême

Il s'agit d'une estimation conservatrice pour l'Asie de l'est et l'Asie centrale, mais dont l'ampleur est significative. Dans les pays les plus pauvres, l'impact de la crise sera plus fort. De plus, la plongée ou le maintien dans la pauvreté a des effets de long terme parfois irréversibles. Durant la crise de 1997-98 en Indonésie par exemple, on a observé une forte baisse du taux de scolarisation des enfants de familles pauvres. Le pourcentage d'enfants âgés de 7 à 12 ans dans les zones rurales n'allant pas à l'école a doublé en quelques années pour atteindre 12%. La mortalité infantile a augmenté de 3%. Il faut ensuite de nombreuses années après la fin d'une crise économique pour que les enfants retournent à l'école et que la mortalité infantile retombe à son niveau antérieur.

² Rana, Hasan, Maria Rhoda Magsombol, and J. Salcedo Cain. 2009. "Poverty Impact of the Economic Slowdown in Developing Asia: Some Scenarios." *ADB Working Paper Series*: 10. Asian Development Bank: Manilla.

Il s'agit de 25 pays : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, La Chine, la Géorgie, l'Inde, l'Indonésie, le Kazakhstan, la République Kirgyze, le Laos, la Malaisie, la Mongolie, le Népal, le Pakistan, la Papouasie Nouvelle-Guinée, les Philippines, le Sri Lanka, le Tadjikistan, la Thaïlande, Timor-Est, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Vietnam.

SRI LANKA : FIN DE LA GUERRE MAIS PAS DE SOLUTION POLITIQUE

Danielle Sabai

Le 17 mai dernier, les armes se sont tues au Sri Lanka. L'offensive militaire de l'armée sri lankaise s'est soldée par la défaite militaire des LTTE, les Tigres tamouls en guerre contre l'État chauvin cinghalais depuis près de 30 ans. Depuis 1948, date de l'indépendance, les minorités du Sri Lanka ont été systématiquement discriminées linguistiquement, culturellement et économiquement. Des décennies de luttes pacifiques et parlementaires des tamouls pour l'autonomie des régions du nord et de l'est n'ont eu d'autres réponses que la répression policière et des violences organisées contre leur communauté. En réaction, cela a conduit à une radicalisation et à l'apparition d'un mouvement séparatiste dans les années 70. Principale force séparatiste, les LTTE ont jusqu'à aujourd'hui eu une confiance aveugle en leur capacité à vaincre militairement l'État Sri Lankais. Leur stratégie basée sur la terreur, les attentats suicides, les assassinats politiques a conduit à l'impasse d'aujourd'hui.

Les principaux dirigeants, dont le leader Vilupillai Prabhakaran, sont morts dans des circonstances difficiles à évaluer.

Sur le théâtre de la guerre, au prétexte de faire « la guerre contre le terrorisme », l'armée à l'offensive a fait peu de cas de la sécurité des civils. Les continuel bombardements de l'armée Sri lankaise ont tué indistinctement civils et militants des LTTE. Les pilonnages ont aussi visé la zone de refuge qui a été établie par l'armée, des bâtiments tels que les hôpitaux et les écoles. Toutes les ONG internationales et les journalistes ont été priés de plier bagages pour ne laisser aucun témoin des crimes de guerre dont le gouvernement s'est rendu responsable.

Malgré des violations répétées des conventions internationales et la multiplication des crimes de guerre, le régime Rajapaksa ne s'est jamais senti menacé par la communauté internationale. Aucune initiative diplomatique n'a réussi à obtenir du gouvernement un cessez-le-

feu qui aurait permis de venir en aide aux milliers de blessés et civils piégés dans la zone de combat où il n'y avait rien à manger, pas de médicaments et pas d'abris pour se protéger. L'ONU a bien redouté « un bain de sang » mais s'est contenté d'appeler le gouvernement à la « retenue ». Son porte-parole a déclaré "nous sommes soulagés d'apprendre que tous les civils sont sortis de la zone des combats" reprenant à son compte les informations gouvernementales malgré le manque total d'objectivité. Au sein du conseil de sécurité de l'ONU, la Russie et la Chine ont bloqué toute action possible.

Pour la Russie, la guerre Sri Lankaise est une affaire interne que le gouvernement doit résoudre comme bon lui semble. On n'est pas étonné du manque de compassion de la part d'un pays qui n'a pas hésité à tuer 300 civils à Beslan dans sa « guerre contre les terroristes Tchétchènes ».

La Chine défend le principe partagé par les pays asiatiques de « non ingérence » dans les « affaires internes » des pays voisins. Ce faisant, Pékin renforce ses intérêts économiques et politiques dans la région. Grand énergivore, la Chine cherche depuis plusieurs années à développer des infrastructures portuaires et routières dans les pays voisins comme le Pakistan, le Bangladesh et la Birmanie, lui permettant d'acheminer en toute sécurité le pétrole en provenance du moyen orient. Ainsi depuis 2007, la Chine s'emploie à la construction d'un port en eau profonde dans le sud du Sri Lanka à Hambantota.

Cet engagement de la Chine dans le sud de l'Asie contraire son rival dans la région, « l'Inde ». Le Sri Lanka fait partie de la « zone d'influence » de l'Inde qui entend bien préserver ses intérêts géostratégiques et économiques. Par exemple, après l'offensive gouvernementale de Mutur contre les LTTE en 2006, l'armée sri lankaise a détruit les maisons de la région de Sampoor et évacué ses habitants (en majorité tamouls) pour faire place à la construction par les indiens d'une centrale thermique. New Delhi ne tient pas à contrarier Colombo et se satisferait bien d'un pays pacifié quelque soit le prix à payer en terme de vies humaines.

Cette « guerre contre le terrorisme » a servi aussi de prétexte au gouvernement pour entraver les libertés démocratiques de tous dans le pays. Le gouvernement s'est rendu coupable de nombreux assassinats extra judiciaires, de disparitions, de détentions arbitraires, lançant ses escadrons de la mort contre les cinghalais dénonçant les dérives gouvernementales. Les médias ont été pris pour cible, des journalistes harcelés, menacés et assassinés, les bureaux des journaux brûlés et bombardés. Le Sri Lanka montre une fois de plus que les at-

teintes contre les minorités aboutissent à la restriction des libertés de tous.

La fin du conflit militaire qui dure depuis près de 30 ans ne permettra pas, pour autant, de résoudre un conflit politique vieux de plusieurs décennies. Aucune paix durable ne sera possible sans la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple tamoul. Sans préjuger du résultat d'un vote d'autodétermination sur la question de l'indépendance, l'autonomie doit en tout état de cause être accordée aux régions à majorité non cingalaise, seule garantie de paix et de démocratie dans un Etat multiracial et multi-culturel. L'égalité entre les citoyens, quelque soit leur origine, doit être garantie.

Dans l'immédiat nous devons soutenir toutes les initiatives visant à obliger le gouvernement à accepter l'aide humanitaire et laisser un libre accès aux ONG dans les camps de réfugiés. Les tamouls, actuellement « parqués » dans ces camps de détention doivent obtenir le droit de circuler et de rentrer chez eux.

L'ONU et l'ensemble de la communauté internationale, en particulier l'UE, doivent clairement faire savoir au gouvernement sri lankais et aux LTTE qu'ils seront tenu responsables des crimes contre l'humanité qu'ils ont commis contre la population civile tamoule.

SOLIDARITE - CAMPAGNES

ACTION URGENTE EN FAVEUR D'AUNG SAN SUU KYI

Nous appelons l'ONU et l'ASEAN à prendre immédiatement des mesures pour assurer la libération d'Aung San Suu Kyi après qu'elle ait été détenue et mise en état d'arrestation dans la prison birmane tristement célèbre d'Insein.

Des messages d'inquiétude de l'ASEAN et de l'ONU ont, dans le passé, été constamment ignorés et défiés par le régime birman. Les mots ne suffisent pas. La réputation de l'ONU et de l'ASEAN est maintenant en jeu. Nous vous exhortons d'agir en envoyant immédiatement un émissaire livrer un message fort au régime birman appelant la libération immédiate d'Aung San Suu Kyi et de tous les prisonniers politiques birmans.

Aung Sung Suu Kyi est jugée pour avoir rompu les conditions de son assignation à résidence après qu'un ressortissant américain ait nagé à travers le Lac Inya jusqu'à sa maison. Quoi qu'il en soit Aung San Suu Kyi n'a commis aucun crime. Cet homme s'est introduit dans sa maison. Il a refusé de partir, et c'est elle qu'on emprisonne.

Aung San Suu Kyi a passé un total de plus de 13 années en détention. Les Nations unies ont statué que la détention de Aung San Suu Kyi est illégale au regard de la loi internationale et aussi la loi birmane. Le conseil de Sécurité des Nations unies a également appelé la dictature birmane à libérer Aung San Suu Kyi. Nous vous appelons à agir maintenant, car Aung San Suu Kyi pourrait

passer le reste de sa vie en prison. SVP, signez aussi l'appel sur le site de nos confrères anglais :

http://www.burmacampaign.org.uk/ASSK_action.html

Flore Tixier

INFO BIRMANIE, 74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris

Une autre pétition pour mobiliser l'ONU et son Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, et exiger la libération d'Aung San Suu Kyi, de Min Ko Naing et des 2.130 autres prisonniers politiques birmans, peut être signée sur :

www.info-birmanie.org

PAKISTAN : APPEL A LA SOLIDARITE FINANCIERE INTERNATIONALE EN SOUTIEN AUX REFUGIES ET POUR RENFORCER UNE ALTERNATIVE POPULAIRE AUX TALIBANS ET A L'ARMEE

LABOUR RELIEF CAMPAIGN

Nous reproduisons ci-dessous une résumée de l'appel lancé par la Labor Relief Campaign (Campagne de secours ouvrier) en vue d'aider concrètement ces réfugiés ainsi que des mouvements indépendants qui présentent une alternative tout à la fois aux militaires et aux talibans. Pour lire la version complète avec les conditions pour aider la LRC, vous pouvez aller au site d'Europe Solidaire sans Frontières :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article13874>

Ceci est un appel de la Labour Relief Campaign (« Campagne de Secours ouvrier ») pour aider au combat conjoint contre les talibans et les opérations de l'armée. L'objectif est d'apporter immédiatement de l'aide à une partie des 1,5 million de personnes déplacées à l'intérieur du Pakistan depuis le district de Malakand de la Province de la Frontière Nord-Ouest (PFNO), des réfugiés chassés par la guerre entre les Talibans et le gouvernement. Nous avons également pour but d'assurer de manière plus fréquente la publication du *Weekly Mazdoor Jeddoujhd* en langue pachto. Il est actuellement publié de façon hebdomadaire en ourdou et mensuelle en pachto. L'objectif est de diffuser des idées alternatives à celles des fanatiques religieux d'une part et des organes de répression d'autre part. Il est également d'appuyer le mouvement ouvrier et social de la province en faisant connaître ses activités et ses points de vue, en l'aidant à se rassembler pour former de nouveaux réseaux.

_LA SITUATION

Les talibans ont pris le contrôle de certaines parties du Pakistan. Ils ont menacé d'en occuper d'autres. Pour les apaiser, le gouvernement a conclu un accord avec eux en avril de cette année pour imposer un soi-disant *Nizam Adl* (système de justice coranique) dans le district de Malakand. Cela a permis aux talibans d'obtenir un répit et d'essayer d'occuper d'autres territoires. Ils ont imposé des lois médiévales dans les territoires sous leur contrôle. Les femmes et les minorités constituent leurs cibles effectives. Aujourd'hui, le gouvernement a basculé d'un extrême à l'autre, en lançant une vaste opération militaire.

Ceci a eu pour conséquence un afflux sans précédent de réfugiés dans différentes parties du Pakistan. L'armée dit qu'elle a pour but d'éradiquer les fanatiques religieux et que cela prendra du temps. Mais les fanatiques religieux tiennent bon en différents lieux et s'étendent dans tout le pays.

L'opération militaire dans la vallée de Swat masque la réalité, qui est que les militaires pakistanais considèrent les talibans sont une ressource utile et qu'ils ne souhaitent pas sacrifier cette ressource pour plaire aux Etats-Unis. Pendant que l'armée chasse les talibans de Swat, l'infrastructure *jihadi* (les camps d'entraînement, les séminaires, les journaux, les organismes caritatifs ; les façades des talibans) reste intacte dans d'autres parties du pays. Ces opérations ne sont pas efficaces, elles ont plutôt exacerbé l'échelle de la rébellion et des sentiments anti-Etat auxquels le Pakistan est confronté. Elles ont exacerbé la souffrance des hommes, des femmes, des enfants des régions pachtones, avec plus d'un million et

demi de Pakistanais croupissant dans des camps de réfugiés sous-financés, dotés de logements inadéquats, temporaires, sans travail et privés de toutes ressources.

Les attaques des drones étasuniens sont un autre grand problème. Plus de 700 personnes ont été tuées depuis 2006, dont 164 lors de 14 attaques sous la responsabilité d'Obama. L'occupation par les Etats-Unis et l'Otan de l'Afghanistan est mauvaise pour la stabilité globale de la PFNO au Pakistan. En fait, sans un retrait des Etats-Unis, il est difficile de voir comment la région ne va jamais pouvoir retourner à la normale.

_NOTRE PERSPECTIVE ET NOTRE STRATEGIE

Le combat contre l'extrémisme religieux ne peut l'emporter que lorsque les problèmes fondamentaux de la classe ouvrière dans les domaines social, politique, et économique seront résolus. En plus de développer un système d'éducation gratuite avec un programme laïque pour tous, cela doit vouloir dire la fin du féodalisme, la mise en œuvre d'une réforme agraire et la fin de l'occupation étasunienne de l'Afghanistan. Notre stratégie est de combattre les fanatiques avec les comités de défense locaux. Les deux sont des maux : ni les talibans, ni les forces de l'armée.

L'un des aspects principaux de notre campagne est la construction et le renforcement de l'organisation ouvrière et sociale dans les régions dominées par les talibans. Le développement le plus important a été le lancement de *Mazdoor Jeddoujhd*. C'est le premier journal progressiste en pachto pour des syndicats et des auteurs progressistes. Cinq numéros ont été imprimés et sont disponibles en ligne (www.jeddoujhd.com). A présent, *Mazdoor Jeddoujhd* est publié chaque semaine en ourdou et chaque mois en pachto. Nous voulons continuer la publication de cette initiative qui est la plus importante que nous ayons prise depuis des années.

La Labour Relief Campaign demande aux organisations sociales, aux individus, aux syndicats, et aux militants et aux partis politiques de venir en aide à cette campagne importante. Donnez s'il vous plaît à la campagne en vous affiliant à la LRC. Nous vous tiendrons informés des informations sur la campagne ainsi que sur les développements politique.

Khalid Mehmood
Labour Education Foundation

Pour nous contacter ou recevoir les prochains bulletins : asiesenlutte2009@orange.com

NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil / Tél.: 01 48 70 42 30/

<http://www.npa2009.org/>